

**Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre  
pour la période allant du 27 mai au 1<sup>er</sup> décembre 1972**

[Original : anglais]  
[1<sup>er</sup> décembre 1972]

## TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphes	Militaires	Total
INTRODUCTION .....	1	Autriche	
I. — FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE DU MAINTIEN DE LA PAIX À CHYPRE .....	2-17	Quartier général de la Force .....	10
A. — Composition et déploiement .....	2-10	Hôpital de campagne .....	54
B. — Rôle et principes directeurs .....	11-13	Bataillon .....	274
C. — Relations avec le Gouvernement chypriote et les dirigeants chypriotes turcs .....	14-16	Canada	
D. — Liberté de déplacement de la Force des Nations Unies .....	17	Quartier général de la Force et police militaire .....	40
II. — ACTIVITÉS TENDANT À PRÉVENIR LA REPRISE DES COMBATS ET À MAINTENIR OU RÉTABLIR L'ORDRE PUBLIC .....	18-39	Bataillon .....	535
A. — Situation militaire .....	18-32	Danemark	
B. — Faits nouveaux concernant le maintien de l'ordre .....	33-39	Quartier général de la Force et police militaire .....	15
III. — ACTIVITÉS VISANT À ASSURER LE RETOUR À UNE SITUATION NORMALE .....	40-54	Bataillon .....	278
IV. — ENTRETIENS ENTRE LES DEUX COMMUNAUTÉS ET BONS OFFICES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL .....	55-62	Finlande	
V. — EFFORT DE MÉDIATION .....	63	Quartier général de la Force et police militaire .....	11
VI. — ASPECTS FINANCIERS .....	64-70	Bataillon .....	278
VII. — OBSERVATIONS .....	71-83	Irlande	
		Quartier général de la Force et police militaire .....	11
		Groupe d'infanterie .....	138
		Royaume-Uni	
		Quartier général de la Force et police militaire .....	139
		Bataillon .....	604
		Escadron de reconnaissance .....	105
		Groupes d'appui logistique de la Force .....	172
		Groupe d'appui aérien (hélicoptères) .....	30
		Contingent du quartier général .....	4
		Suède	
		Quartier général de la Force et police militaire .....	10
		Bataillon .....	273
		<b>TOTAL</b> .....	<b>2 981</b>
		Police civile	
		Australie .....	37
		Autriche .....	55
		Danemark .....	40
		Suède .....	40
		<b>TOTAL</b> .....	<b>172</b>
		<b>EFFECTIF TOTAL DE LA FORCE</b> .....	<b>3 153</b>

## ANNEXE

	Page
Carte. — Déploiement de la Force des Nations Unies à Chypre au 1 <sup>er</sup> décembre 1972 .....	66

## INTRODUCTION

1. Le présent rapport sur l'opération des Nations Unies à Chypre expose les faits nouveaux intervenus entre le 27 mai et le 1<sup>er</sup> décembre 1972 et met à jour le compte rendu des activités de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre conformément au mandat que le Conseil de sécurité a défini dans sa résolution 186 (1964) du 4 mars 1964 et ses résolutions ultérieures relatives à Chypre.

**I. — FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE  
DU MAINTIEN DE LA PAIX À CHYPRE**

**A. — COMPOSITION ET DÉPLOIEMENT**

2. A la fin de la période sur laquelle portait mon dernier rapport [S/10664<sup>13</sup>], les effectifs de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre se composaient de 2 986 militaires et de 174 membres de la police civile. Au 25 novembre 1972, la composition de la Force était la suivante :

<sup>13</sup> Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-septième année, Supplément d'avril, mai et juin 1972.

3. Les changements suivants sont intervenus au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport :

a) *Autriche* : Le 1<sup>er</sup> bataillon a été relevé par le 2<sup>e</sup> bataillon. L'hôpital de campagne a effectué une relève de personnel partielle.

b) *Canada* : Le Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) a été relevé par le 2<sup>e</sup> bataillon Princess Patricia's Canadian Light Infantry.

c) *Danemark* : Le 17<sup>e</sup> bataillon a été relevé par le 18<sup>e</sup> bataillon.

d) *Finlande* : Relève de troupes partielle. Les nouvelles troupes et celles qu'elles ont relevées constituent ensemble le 18<sup>e</sup> bataillon.

e) *Irlande* : Le 22<sup>e</sup> groupe d'infanterie a été relevé par le 23<sup>e</sup> groupe d'infanterie.

f) *Royaume-Uni* : Le 3<sup>e</sup> bataillon du régiment de parachutistes a été relevé par le 3<sup>e</sup> bataillon du Queen's Regiment. L'escadron B des Royal Hussars (PWO) a été relevé par l'escadron D des Royal Scots Dragoon Guards. Le 7<sup>e</sup> escadron du Royal Corps of Transport a été relevé par le 36<sup>e</sup> escadron du Royal Corps of Transport.

g) *Suède* : Le 48<sup>e</sup> bataillon a été relevé par le 49<sup>e</sup> bataillon.

4. En raison de difficultés persistantes (voir par. 27 ci-dessous), le poste temporaire d'observation (PO) qui se trouve au village de Selemani est maintenant occupé en permanence. Le nombre des postes d'observation militaires occupés en permanence se trouve ainsi porté à 56.

5. Dans le cadre des mesures prises comme suite à la réduction de l'effectif du contingent irlandais, le périmètre de Louroujina a été enlevé au secteur de Larnaca et rattaché au secteur de Kophinou, lequel fait partie de la zone de Limassol.

6. La Force est maintenant déployée comme suit [voir annexe] :

*Quartier général de la Force (mixte), y compris le quartier général de la police civile — Nicosie :*

Force de réserve (escadron de reconnaissance britannique moins un peloton);

Groupes d'appui logistique de la Force (contingent britannique);

Hôpital de campagne autrichien.

*District de Nicosie :*

Contingent canadien;

Police civile autrichienne.

*District de Famagouste :*

Contingent suédois;

Police civile suédoise.

*Secteur de Larnaca :*

Contingent irlandais;

Police civile suédoise.

*Zone de Limassol :*

Un bataillon d'infanterie britannique;

Un peloton de l'escadron de reconnaissance britannique;

Police civile australienne;

Police civile danoise.

*District de Paphos :*

Contingent autrichien;

Police civile australienne.

*District de Lefka :*

Contingent danois;

Police civile danoise.

*District de Kyrenia :*

Contingent finlandais;

Police civile autrichienne.

7. Le nombre de postes principaux et secondaires de la police civile est demeuré sans changement pendant la période sur laquelle porte le présent rapport.

8. La Force reste sous le commandement du général de division D. Prem Chand. M. B. F. Osorio-Tafall demeure mon représentant spécial à Chypre.

### Pertes

9. Pendant la période considérée, la Force n'a déploré aucune perte du fait d'incidents entre les deux communautés. Il y a eu quatre cas de mort accidentelle : deux militaires britanniques sont morts des conséquences d'un incendie, un militaire suédois est mort en service à la suite d'une chute accidentelle d'une tour de la vieille ville de Famagouste et un militaire autrichien a péri noyé.

### Discipline

10. D'une façon générale, la discipline et le comportement des officiers, sous-officiers et soldats de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix sont demeurés dignes de tous éloges et sont à l'honneur des commandants des contingents, de leurs états-majors et des forces armées des pays qui fournissent des contingents.

### B. — RÔLE ET PRINCIPES DIRECTEURS

11. Le rôle de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, tel qu'il a été défini par le Conseil de sécurité aux termes de sa résolution 186 (1964) du 4 mars 1964, est le suivant :

"dans l'intérêt de la préservation de la paix et de la sécurité internationales, [de] faire tout ce qui est en son pouvoir pour prévenir toute reprise des combats et, selon qu'il conviendra, [de] contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public ainsi qu'au retour à une situation normale".

12. Le Conseil a réaffirmé cette résolution dans ses résolutions ultérieures 187 (1964) du 13 mars, 192 (1964) du 20 juin, 193 (1964) du 9 août, 194 (1964) du 25 septembre et 198 (1964) du 18 décembre 1964, 201 (1965) du 19 mars, 206 (1965) du 15 juin, 207 (1965) du 10 août et 219 (1965) du 17 décembre 1965, 220 (1966) du 16 mars, 222 (1966) du 16 juin et 231 (1966) du 15 décembre 1966, 238 (1967) du 19 juin et 244 (1967) du 22 décembre 1967, 247 (1968) du 18 mars, 254 (1968) du 18 juin et 261 (1968) du 10 décembre 1968, 266 (1969) du 10 juin et 274 (1969) du 11 décembre 1969, 281 (1970) du 9 juin et 291 (1970) du 10 décembre 1970, 293 (1971) du 26 mai et 305 (1971) du 13 décembre 1971, et 315 (1972) du 15 juin 1972.

13. Les principes directeurs qui régissent l'activité de la Force et qui ont été brièvement exposés dans le rapport du Secrétaire général du 10 septembre 1964 [S/5950, par. 7] demeurent en vigueur. En ce qui concerne la police civile, ses fonctions sont indiquées dans le rapport du 2 mai 1964 [S/5679, par. 4].

### C. — RELATIONS AVEC LE GOUVERNEMENT CHYPRIOTE ET LES DIRIGEANTS CHYPRIOTES TURCS

14. La Force est restée, comme par le passé, en liaison étroite avec le Gouvernement chypriote et les dirigeants turcs et a eu de bonnes relations de travail avec eux. Le Comité de liaison politique continue de se réunir, en règle générale, toutes les deux semaines. Le chef d'état-major adjoint de la Force, qui exerce les fonctions de président du Comité, le conseiller politique principal et ses collaborateurs, le conseiller de la police et le responsable des questions économiques de la Force continuent de rencontrer séparément les attachés de liaison représentant le Gouvernement et les

dirigeants chypriotes turcs en vue de régler au moyen de contacts et d'échanges de vues certains problèmes courants qui se posent entre les deux communautés. Entre le 27 mai et le 1<sup>er</sup> décembre 1972, le Comité a tenu 13 réunions avec l'attaché de liaison politique du Gouvernement et 13 avec l'attaché de liaison chypriote turc.

15. Au début de la période considérée, la Force a proposé à la fois à l'attaché de liaison politique du Gouvernement et à l'attaché de liaison politique chypriote turc de faire un effort pour examiner conjointement — et non séparément, comme c'est le cas dans les réunions ordinaires du Comité de liaison politique — les problèmes qui se posent entre les deux communautés. Cette proposition a été acceptée et il a été convenu que les attachés de liaison politique se rencontreraient, en présence des représentants ordinaires de la Force auprès du Comité de liaison politique, en vue d'examiner, à propos de cas précis et à titre personnel, certains des problèmes qui se posent aux deux communautés. Des réunions de ce genre se sont tenues, la première le 4 octobre, la seconde le 15 novembre. Elles se sont déroulées dans une atmosphère cordiale et des progrès encourageants ont été enregistrés sur un certain nombre de points importants.

16. Dans ses derniers rapports [S/10401, du 30 novembre 1971, par. 16, et S/10664, par. 17], le Secrétaire général s'est référé à son rapport spécial au Conseil de sécurité en date du 3 janvier 1968 [S/8323], dans lequel il est fait mention de la décision des dirigeants chypriotes turcs d'établir une "administration provisoire turque de Chypre". L'emploi de l'expression "administration turque de Chypre" relevée dans le dernier rapport continue d'être pratique courante parmi les Chypriotes turcs. La Force des Nations Unies n'a reçu aucune notification des dirigeants à ce sujet.

#### D. — LIBERTÉ DE DÉPLACEMENT DE LA FORCE DES NATIONS UNIES

17. Pendant la période considérée, il s'est produit sept incidents à l'occasion desquels la liberté de déplacement des membres de la Force a été entravée. Cinq d'entre eux peuvent être imputés à des éléments armés chypriotes turcs et deux à la Garde nationale. Un des incidents imputés à des combattants chypriotes turcs n'a pas encore été réglé et semble avoir été une tentative d'établissement d'une zone où la Force n'aurait pas libre accès. Les deux incidents imputés à la Garde nationale et les quatre autres imputés à des éléments armés chypriotes turcs se sont produits à la suite de légers malentendus dus à des difficultés d'ordre linguistique ou au fait que des sentinelles avaient reçu des consignes incorrectes. Tous ces incidents ont été réglés à la satisfaction de la Force. Dans deux autres cas, la Force a été informée au niveau local par des combattants chypriotes turcs que sa liberté de mouvement serait entravée; dans les deux cas, après discussion, l'affaire a été réglée.

#### II. — ACTIVITÉS TENDANT À PRÉVENIR LA REPRISE DES COMBATS ET À MAINTENIR OU RÉTABLIR L'ORDRE PUBLIC

##### A. — SITUATION MILITAIRE

##### *Forces armées à Chypre autres que la Force des Nations Unies*

##### a) *Forces armées du Gouvernement*

18. Il ne semble pas qu'il y ait eu de changements notables dans les effectifs de la Garde nationale au

cours de la période considérée. Son organisation et son déploiement sont restés à peu près inchangés. Vers la fin du mois de juillet 1972, la seconde moitié de la classe d'âge de 1954, représentant approximativement 2 000 hommes, a été appelée; la seconde moitié de la classe d'âge de 1952 a été libérée.

19. L'entraînement est toujours aussi poussé qu'il a déjà été noté dans le rapport précédent. Les manœuvres d'été habituelles ont eu lieu. La Force a reçu le programme mensuel pour les exercices de tirs en campagne et a été tenue au courant des mouvements de troupes les plus importants.

##### b) *Eléments armés chypriotes turcs*

20. Pendant la période considérée, certains changements administratifs ont été annoncés en ce qui concerne l'organisation des combattants chypriotes turcs. C'est ainsi que le nombre des catégories de combattants est passé de cinq à deux : les "conscrits" et les "contractuels".

21. Leur entraînement demeure toujours aussi poussé.

##### c) *Contingents nationaux grec et turc*

22. Les effectifs et les lieux de stationnement des deux contingents nationaux sont restés les mêmes.

23. Une relève partielle du contingent national grec a eu lieu le 14 juillet 1972. La Force en a été avertie à l'avance. Le 26 septembre 1972, le contingent national turc a été en partie relevé. Sur la demande du Gouvernement chypriote et du Gouvernement turc, la Force a exercé ses bons offices pour faciliter l'opération. Comme d'habitude, la Force a aidé au déroulement des négociations et a fourni les transports, les escortes et les observateurs. Grâce à la coopération des deux parties, l'opération a eu lieu sans incidents.

#### *Evaluation générale de la situation du point de vue des possibilités de prévenir une reprise des combats*

24. La situation militaire est restée calme pendant la période considérée. Les deux communautés ont fait preuve de retenue et du sens de leurs responsabilités pour éviter que des incidents mineurs ne dégénèrent en incidents graves.

25. La Force, poursuivant ses efforts pour faire se relâcher l'affrontement, a proposé, à titre d'essai et comme première mesure, que chaque partie supprime l'un de ses postes le long de la route d'Artemis à Larnaca. Malheureusement, aucune des deux parties n'a jugé possible d'accepter pour l'instant cette proposition.

26. En l'absence de tout progrès dans la voie de la normalisation et du relâchement de l'affrontement, la Force a continué à suivre de près la situation militaire pour déceler les activités entreprises par les deux parties qui pourraient modifier le *statu quo* et accroître ainsi la tension ou donner lieu à des incidents. De l'avis de la Force, il importe particulièrement d'éviter que le *statu quo* militaire soit aujourd'hui modifié unilatéralement en raison des répercussions défavorables que les difficultés ainsi causées risqueraient d'avoir sur les entretiens entre les deux communautés qui ont repris. Lorsque le Gouvernement ou les dirigeants chypriotes turcs signalent à l'attention de la Force les activités entreprises par l'autre partie qui sont considérées comme des violations du *statu quo*, la Force offre aux deux parties son avis indépendant, dans l'espoir que cet avis qui est fondé sur son jugement

objectif pourra, s'il est accepté, contribuer à écarter ou à résoudre les problèmes liés au maintien du *statu quo*. Le Secrétaire général a souligné dans ses récents rapports qu'il était souhaitable que les deux parties suivent l'avis de la Force à cet égard. Le Gouvernement s'est montré disposé à suivre l'avis de la Force dans les quelques cas soumis à son attention pendant la période considérée, mais les dirigeants chypriotes turcs continuent d'avoir peine à accepter le jugement formulé par la Force lorsque se posent des questions de cette nature.

27. Le problème concernant Selcmani, dont il était question dans le dernier rapport [S/10664, par. 28], n'est toujours pas réglé. De nouveaux problèmes se sont aussi posés, dont certains n'ont pas encore pu être réglés à la satisfaction de la Force. Des difficultés ont notamment surgi du fait que les combattants chypriotes turcs ont pris l'habitude, à partir de juin 1972 et ont continué pendant plusieurs mois malgré les protestations de la Force, de défilé en armes sur la route de Kyrenia en violation de l'accord relatif à la route de Kyrenia [S/6102, du 12 décembre 1964, par. 7 à 21]. Ce problème a fini par être résolu en novembre 1972. D'autres difficultés ont été réglées plus rapidement. Toutefois, la Force n'a pas été encore en mesure d'inspecter les nouveaux travaux effectués par les combattants dans le secteur de l'avenue Shakespeare à Nicosie afin de vérifier que les positions actuelles n'ont pas été améliorées. Des négociations se poursuivent toujours au sujet du village d'Ayios Andronikos où, en violation du *statu quo*, la police chypriote n'a pu pénétrer depuis le mois de juillet. A Limassol, les combattants chypriotes turcs continuent à se montrer en uniforme et, quoique plus rarement, en armes, et à défilé de temps à autre. Toutefois, il est encourageant de noter que les combattants chypriotes turcs à Limassol n'exhibent plus leurs armes lorsqu'ils montent la garde; il serait d'un grand secours que cette pratique soit adoptée par les deux parties et étendue à d'autres secteurs.

28. Le 29 septembre, le Président, l'archevêque Makarios, a annoncé à une conférence de presse que le Gouvernement procédait à une enquête sur le bien-fondé des renseignements selon lesquels des armes avaient été introduites en contrebande et distribuées à des groupes illégaux. A la suite de ces déclarations, les dirigeants chypriotes turcs ont fait des représentations auprès de la Force en faisant valoir que la communauté chypriote turque était préoccupée par ce fait nouveau et en soulignant que toute introduction d'armes par les Chypriotes grecs constituait une menace pour leur sécurité. La Force a pris note de ces représentations. Il est bien connu que toute nouvelle importation d'armes dans l'île constitue un sujet de préoccupation pour la Force dans l'exécution de son mandat. Certains indices donnent à penser qu'il a pu y avoir une importation clandestine d'armes, mais la Force n'a pas été en mesure, eu égard aux moyens dont elle dispose, de le vérifier.

29. Lors de défilés organisés dans le secteur chypriote turc à Nicosie les 30 août et 29 octobre, la Force a constaté avec inquiétude que les combattants chypriotes turcs étaient équipés de deux types d'armes qui n'avaient pas encore été vus en leur possession. Il

s'agissait apparemment de lance-roquettes du type M-72 (LAW) et de lance-grenades anti chars du type RPG-7. Les dirigeants chypriotes turcs ont soutenu que ces armes avaient un caractère exclusivement défensif, mais la Force, se déclarant vivement préoccupée, a demandé des précisions sur les quantités et les types d'armes importées, et sur la date d'importation et les voies empruntées.

30. La Force a également noté avec inquiétude l'importation à Chypre, par un importateur privé, de cinq camions blindés Humber d'une tonne, usagés, sous l'appellation de "matériel agricole d'occasion". Ces camions avaient été dédouanés sans être remarqués et n'auraient pas été découverts si l'une des caisses d'emballage n'avait pris feu. Bien que d'un modèle périmé, ces véhicules pourraient, s'ils étaient remis en état, être utilisés à des fins militaires dans l'île. La Force a manifesté son inquiétude à cet égard, sur quoi le Gouvernement s'est engagé à immobiliser les camions avec l'assistance technique de la Force en faisant démonter par la police chypriote certaines pièces essentielles de chacun d'eux, ce qui a été fait le 24 novembre. La Force, en collaboration avec la police chypriote, aura la faculté d'inspecter régulièrement les véhicules. Le Gouvernement a fait savoir à la Force qu'il veillera à ce que l'importateur réexporte les camions dans un délai raisonnable ou sinon les démonte sous contrôle officiel. Il convient de mentionner que les arrangements qui ont été conclus au sujet des armes importées par le Gouvernement chypriote en décembre 1966 [S/7611/Add.1] et de la surveillance des armes importées en 1972 [S/10564 et Add.1 et 2, des 16 mars, 21 et 28 avril 1972, et S/10664, par. 29 et 30] ont continué à être appliqués à la satisfaction du commandant de la Force.

#### *Observation du cessez-le-feu*

31. Il n'y a eu, pendant la période examinée, qu'un seul incident ayant donné lieu à des coups de feu, confirmé par la Force et considéré comme une violation du cessez-le-feu. Cet incident s'est produit en juillet dans le secteur de Kokkina, où deux coups de feu ont été tirés par une sentinelle de la Garde nationale sous le prétexte que deux Chypriotes turcs s'approchaient trop près de son poste. Il n'y a pas eu de blessés. Un incident ayant donné lieu à des coups de feu, qui est survenu dans le district de Paphos alors que des membres de la police chypriote appréhendaient des Chypriotes turcs qui se seraient livrés au braconnage et au cours duquel un Chypriote turc a trouvé la mort, n'a pas été considéré comme une violation du cessez-le-feu et est rapporté dans la section B du présent chapitre. En outre, il a eu deux cas de coups de feu tirés accidentellement par des membres de la Garde nationale et trois cas semblables chez les combattants chypriotes turcs.

32. Il est encourageant de noter que, pendant la période faisant l'objet du présent rapport, il y a eu une nouvelle diminution du nombre des violations du cessez-le-feu et des incidents ayant donné lieu à des coups de feu dans les zones d'affrontement. Un tableau de ces incidents, qui porte sur la période écoulée depuis décembre 1968, figure ci-après.

	Du 27 mai au 1 <sup>er</sup> décembre 1972	Du 1 <sup>er</sup> décembre 1971 au 26 mai 1972	Du 20 mai au 30 novembre 1971	Du 2 décembre 1970 au 19 mai 1971	Du 2 juin au 1 <sup>er</sup> décembre 1970	Du 2 décembre 1969 au 1 <sup>er</sup> juin 1970	Du 3 juin au 1 <sup>er</sup> décembre 1969	Du 3 décembre 1968 au 2 juin 1969
District de Nicosie (depuis le 23 février 1970) .....	1	3	8	6	8	5	10	5
District de Famagouste (jus- qu'au 28 février 1970) ....	-	-	-	-	-	3	6	1
District de Famagouste (de- puis le 1 <sup>er</sup> mars 1970) ....	-	-	2	2	3	2	-	-
District de Larnaca (du 9 mars 1970 au 31 décembre 1971) .....	-	-	1	2	-	1	-	-
Secteur de Larnaca (moins le secteur de Kophinou) [de- puis le 31 décembre 1971]	1	-	-	-	-	-	-	-
Zone de Limassol (moins le district de Kophinou) [du 9 mars 1970 au 31 décem- bre 1971] .....	-	-	3	1	1	3	5	7
Zone de Limassol (y compris le secteur de Kophinou) [du 31 décembre 1971 au 26 avril 1972] .....	-	-	-	-	-	-	-	-
Zone de Limassol (moins le district de Paphos) [depuis le 26 avril 1972] .....	-	-	-	-	-	-	-	-
District de Paphos (depuis le 26 avril 1972) .....	1	-	-	-	-	-	-	-
District de Lefka .....	2	2	6	-	-	-	3	7
District de Kyrenia .....	1	2	2	2	-	2	6	5
TOTAL	6	7	22	13	12	16	30	25

B. — FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LE MAINTIEN  
DE L'ORDRE

33. La police civile de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre a continué de contribuer au maintien de l'ordre à Chypre. Ses responsabilités n'ont pas changé : elles consistent à enquêter sur les affaires criminelles de caractère intercommunautaire, à patrouiller et à surveiller les zones névralgiques, à effectuer des patrouilles communes avec la police chypriote ainsi qu'à constituer et à escorter les convois qui empruntent la route de Kyrenia.

34. La police civile de la Force est restée en liaison étroite avec la police chypriote et avec les éléments de la police chypriote turque. Les chypriotes grecs et les chypriotes turcs ont continué de faire confiance aux membres de la police civile de la Force, ce qui a considérablement facilité leur tâche.

35. Au cours de la période examinée, la police civile de la Force a effectué environ 690 enquêtes. Elles ont porté principalement sur les affaires de coups de feu, les accidents, les voies de fait, le détournement ou le vol de bétail, les exploitations illégales de terres, les dégâts aux cultures et aux biens, les affaires de pénétration par effraction dans des habitations, ainsi que les fouilles illégales à la recherche d'antiquités. Des allégations concernant les restrictions à la liberté de mouvement des chypriotes grecs et des chypriotes turcs ont fait également l'objet d'enquêtes.

36. L'une des enquêtes de la police civile de la Force a porté sur un incident qui s'était produit près

de Kato Arodhes dans le district de Paphos aux premières heures du 20 août 1972, lorsqu'une patrouille de la police chypriote à la recherche de braconniers surprit un certain nombre de suspects. Au cours de l'arrestation des suspects, qui devaient par la suite être identifiés comme étant des Chypriotes turcs, plusieurs coups de feu furent tirés, blessant mortellement un Chypriote turc. L'enquête de la police civile de la Force des Nations Unies révéla que la blessure fatale était due à une balle tirée par une arme appartenant à la police chypriote. L'exposé des circonstances de l'incident fourni par les membres de la police chypriote et par les Chypriotes turcs en cause différerait sur certains points, mais la police civile de la Force conclut que, selon toute probabilité il n'y avait pas eu intention de causer la mort.

37. Comme par le passé, la police civile de la Force des Nations Unies a également aidé d'autres branches de la Force au sujet de problèmes liés à l'agriculture et aux services publics.

38. Le Gouvernement a continué d'affirmer son droit d'envoyer des patrouilles de police dans les zones névralgiques. La Force a exercé ses bons offices et, avec la coopération des deux parties, a été en mesure d'éviter des affrontements.

39. Les dirigeants chypriotes turcs ont continué d'augmenter les activités des éléments de leur police. Les membres de la police chypriote turque ont à nouveau, dans certains cas, étendu leurs fonctions à des zones où elles ne s'exerçaient pas auparavant. Il était mentionné dans le rapport précédent [S/10664, par.

42] que le port de l'uniforme par des membres de la police chypriote turque a eu tendance à se généraliser, notamment dans les villages du district de Limassol et de Famagouste; ce mouvement s'est poursuivi. Le Gouvernement continue de s'opposer à ces tendances, qu'il considère comme une modification du *statu quo* et un affaiblissement de son autorité. La Force des Nations Unies a protesté contre les activités qui constituaient effectivement une modification du *statu quo* et elle est parvenue à rétablir la situation antérieure dans un certain nombre de cas.

### III. — ACTIVITÉS VISANT À ASSURER LE RETOUR À UNE SITUATION NORMALE

40. Depuis le dernier rapport, on a accompli peu de progrès vers le rétablissement d'une situation normale. La tendance au développement séparé des deux communautés s'est poursuivie et la normalisation des services publics n'a que peu progressé. Comme dans le passé, le Gouvernement a protesté contre le fait que les dirigeants chypriotes turcs instituent illégalement diverses formes de services publics à l'usage de leur propre communauté. Dans certains cas, les dirigeants chypriotes turcs ont rejeté ces allégations; dans d'autres, ils ont soutenu que le refus du Gouvernement de fournir des services suffisants dans divers domaines et la discrimination exercée à l'égard de la communauté chypriote turque avaient forcé celle-ci à prendre ses propres dispositions.

41. Dans le domaine économique, si les deux communautés ont maintenu des contacts, aucun changement notable ne s'est produit en ce qui concerne l'intégration des activités économiques. Le léger relâchement de la tension entre les communautés que l'on a constaté récemment a malheureusement eu peu d'effet à cet égard. Les deux communautés continuent à coopérer dans une certaine mesure dans le cadre des projets de développement entrepris sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, la participation inégale des Chypriotes turcs restant caractéristique. Les Chypriotes turcs manifestent un plus grand intérêt et participent plus largement aux projets qui bénéficient de l'aide du Programme alimentaire mondial, tels que les projets concernant les exploitations mixtes, la conservation des sols et l'alimentation dans les hôpitaux et les écoles, ainsi qu'aux projets bénéficiant de l'assistance du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), tels que l'Institut d'enseignement technique supérieur et l'amélioration de la production de l'élevage. En revanche, la participation des Chypriotes turcs aux projets bénéficiant de l'aide du PNUD, tels que le Centre de productivité de Chypre et l'Institut de l'hôtellerie et de la restauration est resté très décevant. Il est à noter que le PNUD continue de déployer tous ses efforts pour que, dans les limites pratiques imposées par la situation qui règne sur l'île, la communauté chypriote turque tire le maximum de profit de l'assistance de l'Organisation des Nations Unies à Chypre.

42. Le déséquilibre entre les deux communautés quant au bien-être économique demeure presque aussi manifeste qu'auparavant.

43. En ce qui concerne la normalisation des services publics, on n'a enregistré que des progrès mineurs. En matière d'approvisionnement en eau des villages chypriotes turcs, la situation est restée pratiquement inchangée et les Chypriotes turcs ont poursuivi, dans certaines régions, l'exécution de leurs propres projets

d'approvisionnement en eau. Un problème continue de se poser dans les villages chypriotes turcs de Temblo et Kivisil. Aucun nouveau forage n'a été effectué dans la région de Temblo et il semble peu probable qu'on en effectue dans un proche avenir. En ce qui concerne Kivisil, le Gouvernement et les dirigeants chypriotes turcs semblent incapables de s'entendre sur un moyen d'améliorer l'approvisionnement en eau de ce village. La Force a, comme par le passé, offert ses bons offices pour la solution des problèmes d'approvisionnement en eau, y compris ceux qui viennent d'être mentionnés.

44. Les dirigeants chypriotes turcs ont récemment renouvelé leur demande d'amélioration des services postaux dans différentes parties de l'île et surtout d'extension de ces services aux secteurs chypriotes turcs de Ktima et de Larnaca. Les Chypriotes turcs aimeraient aussi que l'arrangement d'octobre 1966 [S/7611, par. 145 à 148] soit étendu, pour Nicosie, aux chèques postaux, au paiement des pensions, aux mandats et aux colis postaux pour lesquels il n'y a pas de droits à payer et, pour la région de Boghaz, à la distribution du courrier ordinaire. Au moment de la rédaction du présent rapport, les négociations entamées à la suite de la demande des dirigeants se poursuivent avec l'assistance de la Force.

45. Quelques progrès ont été enregistrés en matière de fourniture d'électricité aux villages chypriotes turcs. L'Autorité chypriote de l'électricité a annoncé le 7 juillet son intention d'électrifier en 1972 les villages chypriotes turcs suivants : Ayia Kebir et Angolemi dans le district de Nicosie, Ayios Iakovos et Gouphes dans le district de Famagouste, Ayios Yeoryios, Koloni et Pittargou dans le district de Paphos et Xerovounos dans le district de Lefka. Certaines difficultés ont surgi dans le cas de Xerovounos, qui a ultérieurement été rayé de la liste. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'électrification d'un village, Ayios Yeoryios, a été achevée et les travaux se déroulent normalement dans les autres villages inscrits au programme. Les deux parties font preuve de beaucoup de bonne volonté. Quant aux villages dont l'électrification avait été prévue antérieurement, les travaux ont été achevés à Evdhimou et se poursuivent à Limnitis. L'Autorité a de nouveau affirmé que la principale difficulté à l'électrification des villages chypriotes turcs est la restriction de la liberté de mouvement imposée à ses équipes de travail par les Chypriotes turcs, mais les dirigeants chypriotes turcs ont rejeté une fois encore ces accusations et fait observer que de nombreux villages chypriotes turcs étaient encore sans électricité, malgré les promesses faites précédemment par l'Autorité.

46. La demande d'installation de téléphones publics dans trois villages chypriotes turcs faite par les Chypriotes turcs a récemment été rejetée par le Gouvernement.

47. La situation en ce qui concerne la réintégration des Chypriotes turcs dans le régime national d'assurances sociales est restée inchangée depuis mon dernier rapport, mais les négociations se poursuivent. Comme par le passé, la Force a aidé à trouver des solutions dans des cas particuliers.

48. Aucun progrès n'a été fait dans la solution du problème posé par les personnes déplacées de la communauté chypriote turque. La demande de reconstitution du village de Vroisha dans le district de Lefka a été rejetée par le Gouvernement, qui prétend que, du point de vue économique, elle serait mauvaise pour les

villageois. Ceci a amené les dirigeants chypriotes turcs à demander que le village soit reconstitué ailleurs et, au moment de la rédaction du présent rapport, le Gouvernement étudie encore la question. Au cours de la période examinée, plusieurs familles chypriotes turques se sont réinstallées dans le village chypriote turc abandonné de Trapeza dans le district de Kyrenia. On ne sait pas encore s'il s'agit d'un arrangement définitif ou d'une solution temporaire pendant la saison de récolte des olives et des caroubes.

49. Le problème déjà ancien de la délivrance de certificats de naissance aux Chypriotes turcs a été soulevé de nouveau et les négociations sont en cours avec l'assistance de la Force.

50. Le problème de la Commission chypriote des céréales a aussi été soulevé de nouveau. Les dirigeants chypriotes turcs ont réaffirmé leur hostilité à la pratique qui consiste à déduire les dettes des villages des subventions payées à titre individuel aux producteurs chypriotes turcs dans le cadre du plan de subvention de la culture des céréales. Ils ont proposé de rassembler les sommes dues par les différents villages chypriotes turcs et de les faire parvenir au service compétent si le Gouvernement acceptait de résoudre d'une manière satisfaisante la question du paiement de subventions à la culture des céréales aux producteurs chypriotes turcs. Au moment de la rédaction du présent rapport, les négociations se poursuivent.

51. Les dirigeants chypriotes turcs ont récemment élevé une protestation concernant l'intention du Gouvernement de délivrer de nouvelles cartes d'identité qui ne comporteraient aucune indication de race ou de religion. Les dirigeants voient là une nouvelle mesure de discrimination à l'égard de la communauté chypriote turque. Le Gouvernement a confirmé que les nouvelles cartes d'identité ne comporteraient aucune indication relative à l'origine ethnique ou à la religion du porteur et il a résolument nié toute intention discriminatoire à l'égard de qui que ce soit. Il a en outre affirmé que des représentants des dirigeants avaient eu l'occasion d'examiner les nouveaux documents et qu'ils les avaient trouvés acceptables. Par la suite, les dirigeants chypriotes turcs ont nié avoir été consultés sur la question.

52. A l'occasion de la visite du Secrétaire général à Chypre, en juin 1972, le Vice-Président lui a remis un dossier intitulé "Quelques aspects de la guerre d'usure économique et sociale menée contre la communauté turque à Chypre". Les principaux éléments de ce dossier ont été résumés dans une note que les dirigeants chypriotes turcs ont remise à la Force en novembre 1972. Le Gouvernement pour sa part a remis à la Force un document qui contient ses griefs concernant des actes qui auraient été commis par les Chypriotes turcs. Nombre de ces plaintes des deux parties ont déjà été examinées en détail dans des rapports précédents du Secrétaire général; elles découlent des problèmes fondamentaux de la question chypriote. D'autres ont été relevées dans le présent chapitre.

53. Les négociations concernant l'ouverture de locaux scolaires de remplacement à Larnaca/Scala se poursuivent. Les dirigeants chypriotes turcs ont acheté un nouveau terrain, qui n'est pas dans la zone d'affrontement, et la Force a reçu des réponses encourageantes de différentes sources concernant la possibilité de financer la construction d'une nouvelle école qui aurait autant de salles de classe et de locaux que la vieille école, qui ne peut pas être utilisée.

54. Les restrictions apportées à la liberté de mouvement des civils restent un des plus graves problèmes de l'île. La Force n'a pas réussi à faire lever ces restrictions mais, de même qu'au cours de la période précédente, aucune restriction supplémentaire n'a été imposée.

#### IV. — ENTRETIENS ENTRE LES DEUX COMMUNAUTÉS ET BONS OFFICES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

55. Ainsi qu'il était signalé dans l'additif au dernier rapport du Secrétaire général [S/10664/Add.1], la réunion d'ouverture marquant la reprise des entretiens entre les deux communautés s'est tenue à Nicosie le 8 juin 1972 en présence du Secrétaire général. Ces entretiens se sont poursuivis depuis, dans les conditions exposées dans l'aide-mémoire du Secrétaire général en date du 18 octobre 1971 [S/10401, par. 79], en application d'une formule des Nations Unies qui prévoit expressément que la participation aux entretiens ne préjugera pas les positions juridiques et politiques bien connues de toutes les parties en cause. En plus des deux interlocuteurs, à savoir MM. G. Clerides et R. Denktash, qui représentent les communautés chypriote grecque et chypriote turque respectivement, le représentant spécial du Secrétaire général, M. B. F. Osorio-Tafall, prend part aux entretiens dans le contexte des bons offices du Secrétaire général. M. M. Dekleris et M. O. Aldikaçti, les experts de droit constitutionnel envoyés par les Gouvernements grec et turc, participent aux entretiens en qualité de conseillers.

56. Au moment de la rédaction du présent rapport, trois séries d'entretiens avaient eu lieu et la quatrième se poursuivait encore. Les réunions ont eu lieu aux dates suivantes :

Première série (sept réunions), entre le 3 et le 21 juillet 1972;

Deuxième série (sept réunions), entre le 8 août et le 11 septembre 1972;

Troisième série (six réunions), entre le 26 septembre et le 27 octobre 1972;

Quatrième série (six réunions), quatre réunions se sont tenues entre le 8 et le 24 novembre et deux autres sont prévues pour les 6 et 8 décembre 1972.

En outre, les deux experts de droit constitutionnel se sont réunis seuls à diverses reprises pour procéder à des échanges de vues. Pendant la troisième série d'entretiens, les participants se sont également rendus dans les villages d'Ayia Irini (mixte), Kornokipos (chypriote turc) et Trypimeni (chypriote grec), où ils ont procédé à des échanges de vues avec la population locale.

57. A l'exception de la réunion d'ouverture et d'une réunion préparatoire tenue le 3 juillet, qui ont eu lieu dans des locaux mis à la disposition des participants par la Force des Nations Unies à Chypre, les réunions plénières consacrées aux entretiens entre les deux communautés se sont tenues alternativement dans les bureaux de M. Clerides et de M. Denktash.

58. Les participants ont estimé qu'il était nécessaire de préserver le caractère confidentiel de leurs entretiens, mais sont convenus qu'à la fin de chaque réunion les deux interlocuteurs présenteraient à la presse, à tour de rôle, un bref communiqué verbal dont le contenu aurait au préalable été arrêté d'un commun accord par tous les participants. L'exposé succinct du déroulement des réunions qui figure ci-après est fondé sur ces communiqués.



59. Le communiqué de presse résumant les débats de la première série d'entretiens, rendu public le 21 juillet, indiquait que les participants avaient procédé à un examen et une évaluation préliminaires de l'ensemble du problème. Il avait été décidé d'examiner étape par étape les divers aspects des questions en cause. On avait fait le point du travail accompli par les deux interlocuteurs dans le cadre des séries précédentes d'entretiens entre les deux communautés et examiné les résultats obtenus, ainsi que les raisons des désaccords constatés au sujet de certaines questions, à la lumière des explications fournies de part et d'autre. On avait notamment procédé à cette occasion à une analyse des problèmes d'organisation constitutionnelle, à l'exception des questions intéressant les affaires locales.

60. Pendant la deuxième série d'entretiens, les participants ont examiné la question de l'administration locale, en suivant la même procédure que pour la série précédente, c'est-à-dire en essayant de dégager les zones d'accord et les points sur lesquels il y avait désaccord. Dans un communiqué rendu public à la fin de cette série, les participants ont annoncé qu'ils avaient achevé l'examen méthodique des problèmes constitutionnels et que, pendant la phase suivante, un effort décisif serait entrepris pour concilier les divergences de vues qui subsistaient.

61. Pendant la troisième série d'entretiens, les participants ont commencé à examiner les principales questions en cause et en ont poursuivi l'étude pendant la quatrième série. Au cours des entretiens, les deux experts de droit constitutionnel ont été priés de faire connaître leurs vues sur plusieurs questions. Jusqu'à présent, ils ont présenté un certain nombre d'avis formulés en commun et l'accord a pu se faire sur certains points.

62. Le représentant spécial du Secrétaire général a été informé que les entretiens seront suspendus après la réunion du 8 décembre et reprendront au début de janvier 1973.

#### V. — EFFORT DE MÉDIATION

63. La situation relative à la reprise de la fonction de médiation prévue au paragraphe 7 de la résolution 186 (1964) du Conseil de sécurité est demeurée inchangée depuis le dernier rapport, principalement en raison des vues divergentes et bien arrêtées des trois gouvernements les plus directement intéressés sur la question.

#### VI. — ASPECTS FINANCIERS

64. Des contributions volontaires s'élevant à environ 126 400 000 dollars ont été versées au compte spécial de la Force par 49 Etats Membres et 4 Etats non membres pour les périodes allant du 27 mars 1964 (date de la création de la Force) au 15 décembre 1972. En outre, des contributions volontaires reçues du public, des intérêts provenant du placement de fonds temporairement en caisse et d'autres recettes accessoires versées au compte se sont élevés à environ 1 400 000 dollars. En conséquence, le compte spécial de la Force a disposé d'environ 127 800 000 dollars pour régler les dépenses de la Force à la charge de l'Organisation des Nations Unies pour la période allant jusqu'au 15 décembre 1972.

65. Les dépenses de fonctionnement de la Force qui doivent être prises en charge par l'Organisation durant toute la période allant de la création de la

Force jusqu'au 15 décembre 1972 sont estimées à 147 900 000 dollars. Ce chiffre comprend le coût des dépenses de fonctionnement de la Force à Chypre qui sont directement à la charge de l'Organisation ainsi que les montants à verser aux Etats qui fournissent des contingents pour les dépenses supplémentaires et extraordinaires dont ils demandent le remboursement à l'Organisation des Nations Unies, mais il ne comprend pas le montant qui serait nécessaire pour couvrir le coût du rapatriement définitif des contingents et les dépenses de liquidation de la Force.

66. La somme de 127 800 000 dollars encaissée jusqu'à présent par le compte spécial de la Force est inférieure d'environ 20 100 000 dollars au montant des prévisions de dépenses (147 900 000 dollars) indiquées ci-dessus. Toutefois, outre les contributions volontaires qui ont déjà été versées au compte, un certain nombre de gouvernements ont annoncé, mais n'ont pas encore versé, des contributions volontaires d'un montant total d'environ 6 500 000 dollars.

67. Si l'on ajoute au montant de 127 800 000 dollars reçu jusqu'ici le montant de 6 500 000 dollars représentant les contributions escomptées, on peut prévoir que le compte spécial de la Force disposera d'environ 134 300 000 dollars. La différence entre ce chiffre et les dépenses à régler (environ 147 900 000 dollars) devient de 13 600 000 dollars. En conséquence, à moins que de nouvelles sommes ne soient encaissées au titre d'annonces de contributions anciennes ou nouvelles avant le 15 décembre 1972, le déficit du compte spécial de la Force à cette date s'élèvera à 13 600 000 dollars.

68. Si le Conseil de sécurité décide de proroger de six mois le mandat de la Force à Chypre, à compter du 15 décembre 1972, le montant estimatif des dépenses supplémentaires qui devront être prises en charge par l'Organisation, à condition que la situation ne change pas en ce qui concerne les accords de remboursement, s'élèverait à environ 6 900 000 dollars, ainsi qu'il est indiqué ci-dessous. Le montant estimatif de 500 000 dollars qui serait nécessaire pour couvrir le coût du rapatriement définitif des contingents et les dépenses de liquidation n'a pas été compris dans les chiffres ci-dessous pour des raisons de commodité.

#### MONTANT ESTIMATIF DES DÉPENSES DE LA FORCE PAR GRANDES CATÉGORIES DE DÉPENSES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

<b>I. — Dépenses de fonctionnement à la charge de l'ONU</b>	
Mouvement des contingents.....	153
Dépenses opérationnelles.....	650
Location de locaux.....	96
Rations .....	400
Traitements, frais de voyage, etc., du personnel civil .....	656
Divers et imprévus.....	204
<b>TOTAL</b>	<b>2 159</b>
<b>II. — Remboursement des dépenses supplémentaires faites par les gouvernements qui fournissent des contingents</b>	
Solde et indemnités .....	4 300
Matériel appartenant aux contingents.....	350
Indemnités en cas de décès ou d'invalidité.....	50
<b>TOTAL</b>	<b>4 700</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>6 859</b>



69. Les chiffres ci-dessus ne reflètent pas les dépenses totales de la Force qui sont à la charge des Etats Membres et non membres, dans la mesure où ils ne tiennent pas compte des dépenses supplémentaires que les Etats Membres fournissant des contingents ou des unités de police ont accepté de prendre en charge au lieu d'en demander le remboursement à l'Organisation. D'après les rapports reçus de la part de certains gouvernements fournissant des contingents ou des unités de police à la Force, le montant estimatif des dépenses supplémentaires que les gouvernements en question prendraient à leur charge pour une nouvelle période de six mois, à supposer que le mandat de la Force soit prorogé et que les gouvernements intéressés acceptent de ne rien changer aux arrangements actuels, se décompose comme suit : Australie, 200 000 dollars; Autriche, 160 000 dollars; Canada, 670 500 dollars (non compris le coût normal des soldes et indemnités); Danemark, 230 000 dollars; Royaume-Uni, 1 110 000 dollars; Suède, 325 000 dollars. La Finlande et l'Irlande prennent également en charge certaines dépenses de la Force.

70. Pour que l'Organisation puisse couvrir les dépenses de fonctionnement de la Force qui seront à sa charge pour une période de six mois à compter du 15 décembre 1972 et pour qu'elle puisse d'ici là faire face à toutes les dépenses et rembourser aux gouvernements les sommes qui leur sont dues, le Secrétaire général devra recevoir au profit du compte spécial de la Force des Nations Unies des contributions volontaires d'un montant total de 20 500 000 dollars.

## VII. — OBSERVATIONS

71. L'événement le plus important enregistré pendant la période considérée est, sans aucun doute, la reprise des entretiens entre les deux communautés. Le concours fourni aux deux interlocuteurs par mon représentant spécial et par les deux experts de droit constitutionnel a été constructif et efficace et a donné un nouveau départ à leurs échanges de vues. Des progrès d'une portée limitée ont été accomplis dans certains domaines. Bien que plusieurs questions importantes attendent encore une solution, la raison et le sérieux président aux efforts actuellement accomplis pour surmonter les difficultés qui subsistent. Il faut évidemment admettre qu'il ne sera pas facile de trouver une solution aux problèmes qui se posent à Chypre depuis longtemps et qu'on devra encore, avant de pouvoir aboutir à un règlement, surmonter de nombreux obstacles qui ne concernent pas tous les rapports entre les deux communautés. Par conséquent, tant que les interlocuteurs n'auront pas achevé leur examen de tous les éléments du problème de Chypre, il serait prématuré de se prononcer en quelque façon sur le succès éventuel des entretiens entre les deux communautés. Il reste cependant que l'on a au moins pu sortir de l'impasse qui avait paralysé ces entretiens jusqu'en juin dernier et que les deux parties se sont montrées véritablement désireuses de régler leurs différends par la voie de négociations pacifiques.

72. Ce revirement est d'autant plus heureux que la nécessité de trouver une solution juste et durable au problème de Chypre devient de plus en plus urgente. Il faut toujours craindre que, si on se contente de la situation anormale qui existe actuellement, de nouveaux éléments n'apparaissent et ne compliquent davantage la recherche d'une solution. De plus, si la situation actuelle se poursuit si peu que ce soit, elle

risque d'avoir des effets néfastes et peut-être irréparables sur le développement socio-économique de l'île en général.

73. Le temps travaille lui aussi, d'une certaine manière, contre la réussite des efforts des Nations Unies à Chypre. Bien qu'ils continuent d'être animés du désir de se rendre utiles, on ne peut empêcher que les pays qui fournissent des contingents ou un appui financier pour les opérations des Nations Unies se montrent de plus en plus préoccupés en constatant combien la solution se fait attendre.

74. Pendant la période considérée, la situation dans l'île est restée calme, mais malgré les efforts de la Force des Nations Unies on n'a pas enregistré de progrès notables annonçant un relâchement de l'affrontement ou un retour à la normale. De fait, dans la plupart des cas, la Force a dû se contenter d'essayer de maintenir le *statu quo* et d'empêcher une aggravation de la situation d'ensemble.

75. L'amélioration de la capacité d'intervention des forces armées des deux parties, qui est due à l'acquisition de matériel de meilleure qualité et à la poursuite d'un entraînement intensif, est un sujet de profonde préoccupation. Loin d'avoir un effet dissuasif, comme on le prétend souvent, l'augmentation du pouvoir d'intervention des forces armées ne fait qu'accroître les risques d'aggravation des oppositions. Il y a là un cercle vicieux qui ne peut être brisé que par une intervention prompte et délibérée des dirigeants politiques de chacune des parties.

76. Par le passé, la Force des Nations Unies a souligné à de nombreuses reprises la nécessité de mettre fin à l'affrontement et de réduire les effectifs militaires dans l'île. Aussi longtemps que les forces armées demeureront ainsi pratiquement face à face, les tensions subsisteront et, avec elles, le danger que les combats reprennent à la moindre provocation, qu'elle soit le fait de l'une ou de l'autre partie. Et, naturellement, l'augmentation de la puissance militaire de part et d'autre ne pourrait que rendre tout affrontement armé encore plus destructeur. Un autre effet néfaste de cet affrontement est le maintien d'un nombre relativement important de jeunes gens sous les armes, ce qui a pour effet de grever lourdement l'économie de l'île et de la priver d'une partie importante de ses ressources humaines. A plusieurs reprises, le Gouvernement a affirmé publiquement qu'il était prêt à appliquer la politique de relâchement général réciproque de l'affrontement. En revanche, les dirigeants chypriotes turcs maintiennent que, dans la situation actuelle, une telle façon d'agir compromettrait la sécurité et la position fondamentale de leur communauté. La Force des Nations Unies s'est efforcée de persuader les deux parties de prendre certaines premières mesures visant à mettre fin à l'affrontement, mais ses efforts sont restés vains jusqu'à présent.

77. Le fait que l'on n'ait pas progressé sur le plan de la normalisation m'inquiète également. Il se trouve que trop souvent chacune des parties ne considère le rétablissement de conditions normales qu'en fonction de sa position fondamentale; et, parce qu'on craint que l'autre partie ne s'efforce de tirer profit de toute concession, on a tendance à oublier les souffrances qu'occasionne la situation actuelle.

78. Tout fait nouveau concernant la situation à Chypre — qu'il survienne entre les deux communautés ou au sein de l'une d'entre elles — se répercute inévi-

ablement sur le climat dont les entretiens sur place ont besoin pour progresser. A cet égard, toutes les activités visant à résoudre le problème de Chypre par les moyens autres que des négociations pacifiques sont un motif de préoccupation, et les informations récentes concernant les importations d'armes et de munitions nouvelles dans l'île sont particulièrement inquiétantes.

79. La Force des Nations Unies continuera à faire tous les efforts possibles pour aider à maintenir le calme dans l'île ainsi que pour réduire l'affrontement et faciliter la normalisation chaque fois que cela sera possible. Pendant que les entretiens entre les communautés sont en cours, la Force des Nations Unies aura pour responsabilité particulière de contribuer à la recherche de solutions pacifiques aux problèmes qui peuvent affecter les rapports entre les deux communautés, et notamment de faire en sorte que le *statu quo* soit maintenu sur le plan militaire et qu'aucune des parties n'acquière sans contrepartie un avantage par rapport à l'autre. Toutefois, il importe de le souligner, la Force ne pourra s'acquitter de sa responsabilité que dans la mesure où toutes les parties seront disposées à coopérer avec elle et à accueillir favorablement ses avis désintéressés. J'ai le fervent espoir que pendant la période critique à venir tous les intéressés feront preuve de la plus grande modération et collaboreront sans réserve avec la Force.

80. Ce que j'ai dit indique clairement que la situation à Chypre est encore foncièrement instable et qu'il en sera très vraisemblablement de même jusqu'à ce que le problème fondamental qui se pose dans l'île soit résolu. Je suis certain que la reprise des entretiens entre les deux communautés est la meilleure manière d'arriver à une solution satisfaisante, durable et concertée fondée sur l'idée d'un Etat indépendant, souverain et unitaire à la vie duquel les deux communautés participeront comme il convient. Je suis fermement convaincu par ailleurs du fait que la grande majorité des habitants des deux communautés chypriotes aspirent à la paix et souhaitent que les entretiens entre les communautés aboutissent à des résultats positifs. Toutefois, pour qu'un règlement soit possible, il faut que soient remplies deux conditions primordiales. Premièrement, il importe que les parties intéressées s'efforcent d'atteindre cet objectif par une volonté résolue et qu'elles se montrent notamment disposées à des concessions et à des accommodements mutuels chaque fois que ceux-ci s'avéreront nécessaires. Deuxièmement, il faut que le calme continue à régner à Chypre et que la tension entre les communautés soit réduite au minimum pendant que les entretiens se poursuivent.

81. En conséquence, j'estime qu'il est essentiel de maintenir la Force des Nations Unies chargée du main-

tien de la paix à Chypre pendant une nouvelle période de durée limitée. Je recommande donc que le Conseil de sécurité proroge le mandat de la Force pour une nouvelle période de six mois, jusqu'au 15 juin 1973. Ce n'est qu'après mûre réflexion que je fais cette recommandation. La prolongation qui est proposée porterait à plus de neuf ans la durée de la présence de la Force à Chypre, mais, étant donné la tension qui persiste dans l'île et les résultats plus encourageants que les entretiens entre les deux communautés permettent d'escompter, il n'y a semble-t-il pas d'autre possibilité pour le moment. Bien entendu, si la situation évoluait pendant les six mois à venir, je ne manquerais pas de faire les recommandations voulues au Conseil. Le Gouvernement chypriote et les Gouvernements grec et turc m'ont fait savoir qu'ils approuvaient ma recommandation.

82. A cet égard, je dois signaler que le problème financier auquel la Force doit faire face n'a pas encore été résolu. Comme je l'ai déclaré précédemment, dans l'hypothèse où le montant des contributions pour les six prochains mois serait identique à celui de la période écoulée, il faudrait qu'une somme supplémentaire de 1 500 000 dollars soit fournie si l'on veut que le financement au jour le jour de l'opération repose sur des bases saines. Je continuerai à rechercher, avec tous les Membres de l'Organisation, les moyens d'assurer sur une base équitable un financement rationnel des opérations courantes ainsi que de réduire le déficit. Je suis fermement convaincu qu'en principe cela est possible et doit être fait. Etant donné l'importance de la tâche confiée à la Force des Nations Unies par le Conseil de sécurité et l'efficacité dont elle fait preuve pour ce qui est de maintenir la paix dans la région, il semble que les Membres de l'Organisation se doivent de lui apporter le soutien dont elle a besoin, et je prie donc instamment les gouvernements de fournir l'appui nécessaire pour résoudre ce problème.

83. En conclusion, je tiens à exprimer à nouveau ma vive gratitude aux gouvernements qui ont fourni des contingents et du personnel pour la Force, ainsi qu'à ceux qui ont versé des contributions volontaires pour appuyer l'opération. Sans leur soutien généreux, l'ONU ne pourrait poursuivre cet important effort de maintien de la paix. Je tiens également à rendre hommage à mon représentant spécial et au commandant de la Force, à tous ses officiers et soldats ainsi qu'à son personnel civil. Ils ont continué à s'acquitter avec une efficacité et un dévouement exemplaires de la tâche importante que leur a confiée le Conseil de sécurité en vertu de ses résolutions.

#### ANNEXE

[Carte: "Déploiement de la Force des Nations Unies à Chypre au 1<sup>er</sup> décembre 1972". Voir p. 66.]

